

Italie

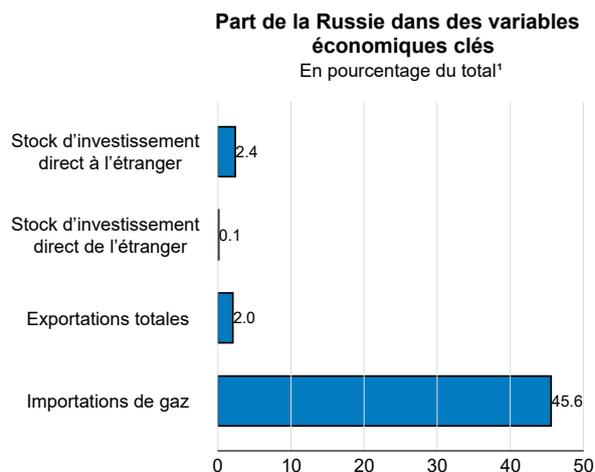
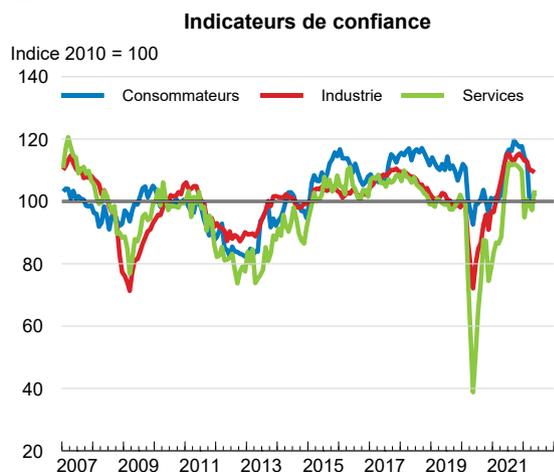
Après avoir nettement rebondi à 6.6 % en 2021, la croissance du PIB de l'Italie va pâtir de la guerre. Elle devrait s'établir à 2.5 % en 2022, grâce à un fort effet de base, et à 1.2 % en 2023. L'incertitude et les tensions inflationnistes persistantes liées à la guerre freineront la consommation des ménages, ralentissant le redressement des services. Les nouvelles mesures d'incitation adoptées pour le secteur privé, et le plan national pour la reprise et la résilience atténueront quelque peu l'effet négatif des perturbations dans les approvisionnements et de l'incertitude sur l'investissement. Le gaz représentant 42 % de la consommation totale d'énergie, les principaux risques qui entourent les perspectives résident dans l'évolution des prix et des approvisionnements dans le secteur de l'énergie. Une hausse sensible des rendements obligataires pourrait aussi faire baisser la croissance.

Les autorités ont assuré des sources d'approvisionnement en énergie pour remplacer près de deux tiers des importations de gaz russe. Une accélération des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique renforcerait encore la sécurité énergétique. Il convient de mettre fin aux mesures de relance budgétaire qui ont été prises pour lutter contre la crise. Des mesures mieux ciblées préserveraient de la forte inflation le pouvoir d'achat des personnes les plus vulnérables, sans affaiblir les incitations en faveur de la transition écologique. La mise en œuvre résolue des réformes prévues dans le cadre du plan national pour la reprise et la résilience, notamment le passage au numérique de la justice civile et des procédures de faillite, renforcerait la résilience et la confiance.

La guerre a provoqué un ralentissement marqué de la croissance

L'activité économique s'est encore ralenti au premier semestre de 2022. La croissance s'est établie à 0.1 % au premier trimestre, l'effet des restrictions imposées en janvier en raison du COVID-19 s'étant conjugué à l'inflation liée à la guerre et aux chocs subis par les chaînes d'approvisionnement et la confiance. L'inflation globale a progressé pour atteindre 7.3 % en mai, sous l'effet de la flambée des prix

Italie 1



1. Moyenne sur la période 2018-2020.

Source : Institut national de statistique (ISTAT, *Istituto Nazionale di Statistica*) ; Agence pour la promotion à l'étranger et l'internationalisation des entreprises italiennes (ICE, *Agenzia per la promozione all'estero e l'internazionalizzazione delle imprese italiane*) ; Banque d'Italie ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/incthx>

Italie : Demande, production et prix

	2018	2019	2020	2021	2022	2023
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Italie						
PIB aux prix du marché	1 771.3	0.5	-9.1	6.6	2.5	1.2
Consommation privée	1 066.3	0.2	-10.6	5.2	1.6	0.7
Consommation publique	334.5	-0.5	0.5	0.6	0.6	0.7
Formation brute de capital fixe	316.2	1.2	-9.2	17.0	8.6	1.5
Demande intérieure finale	1 716.9	0.3	-8.2	6.4	2.8	0.9
Variation des stocks ¹	11.5	-0.5	-0.3	0.2	0.5	0.0
Demande intérieure totale	1 728.5	-0.2	-8.5	6.6	3.3	0.8
Exportations de biens et services	555.5	1.8	-14.2	13.4	7.9	3.2
Importations de biens et services	512.6	-0.5	-12.7	14.3	10.5	2.3
Exportations nettes ¹	42.8	0.7	-0.9	0.2	-0.6	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.9	1.4	0.5	2.9	3.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	0.6	-0.1	1.9	6.3	3.8
IPCH sous-jacent ²	—	0.5	0.5	0.8	2.8	2.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	9.9	9.3	9.5	9.0	9.3
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.4	10.2	7.5	4.5	4.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-1.5	-9.6	-7.2	-6.1	-4.2
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	155.6	185.5	175.0	174.4	172.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³ (% du PIB)	—	134.1	155.4	151.0	150.4	148.3
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.2	3.8	2.4	-0.5	-0.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

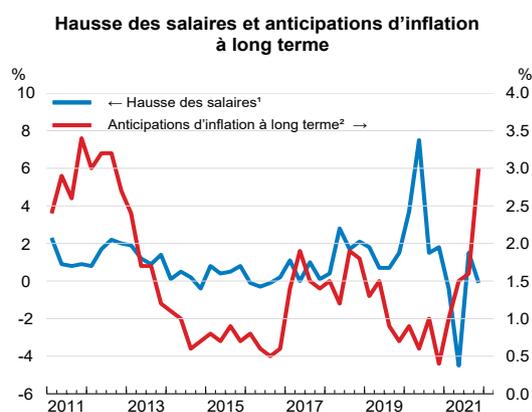
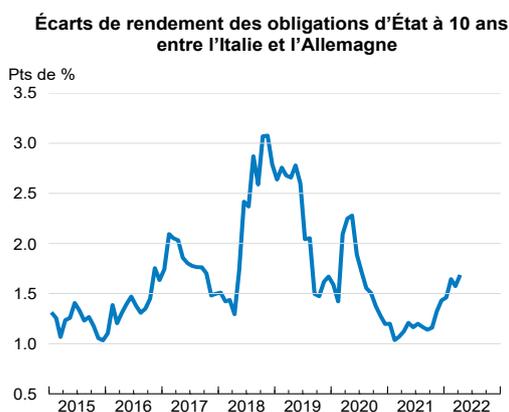
2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors alimentation, énergie, alcool et tabac.

3. Selon la définition de Maastricht, la dette des administrations publiques comprend uniquement les crédits, les titres de créance et les numéraires et dépôts, la dette étant exprimée en valeur nominale et non à sa valeur de marché.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111.

StatLink  <https://stat.link/poz2qm>

Italie 2



1. Salaires horaires moyens dans l'industrie, la construction et les services (à l'exception des activités des ménages en tant qu'employeurs et des organisations et organismes extraterritoriaux).

2. Anticipations des entreprises concernant l'évolution des prix à la consommation à un horizon de 2 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 111 ; Eurostat ; Banque d'Italie ; et calculs de l'OCDE.

StatLink  <https://stat.link/niay1r>

de l'énergie et des denrées alimentaires. L'inflation sous-jacente a atteint 3.4 %, en raison des tensions sur les coûts de production et de la normalisation des prix des services après la stagnation provoquée par le COVID-19. Bien que les anticipations d'inflation continuent d'augmenter, la progression des salaires est actuellement modérée. Le secteur des services a contribué de plus en plus à la création d'emplois. La confiance s'est fortement dégradée lorsque la guerre a éclaté, mais s'est stabilisée en avril. Les entreprises conservent une trésorerie confortable, en partie grâce aux garanties de prêts accordées antérieurement par l'État et aux garanties en cours.

La guerre pèsera sur la croissance, l'augmentation des prix érodant le pouvoir d'achat et la confiance. Le gaz naturel représente 42 % de la consommation d'énergie de l'Italie. Le gouvernement a mis en place des aides importantes, il a notamment réduit les taux des surtaxes et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) appliqués à l'énergie, instauré des crédits d'impôt en faveur des gros consommateurs d'énergie ainsi qu'une allocation ponctuelle et une prime pour l'achat d'un abonnement au réseau de transport public, en faveur des travailleurs à revenu modeste. Les garanties de l'État sur les prêts des entreprises et les dispositifs de chômage partiel ont été renforcées, parallèlement à des mesures d'incitation à investir dans les énergies vertes. Le gouvernement estime que l'Italie pourra être totalement indépendante du gaz russe d'ici la fin de 2024. D'autres sources d'approvisionnement en gaz ont été négociées et de nouvelles réglementations visant à augmenter les livraisons de gaz sont en place, constituant d'importants amortisseurs de choc, mais il faudra également réduire la consommation d'énergie dans l'éventualité d'une possible diminution de ces approvisionnements. À plus longue échéance, une accélération des approvisionnements en énergie renouvelable permettrait de renforcer la sécurité énergétique. Un certain nombre d'obstacles administratifs à ces livraisons ont été supprimés. Les autorités s'attendent à l'arrivée de 175 000 réfugiés ukrainiens en 2022, principalement des femmes et des enfants, dont le coût d'accueil a été budgété à 0.1 % du PIB.

La politique économique soutient l'activité, mais la mise en œuvre des réformes doit se poursuivre

L'action du gouvernement reste axée sur le renforcement de la croissance et la réduction progressive des aides budgétaires, afin qu'en 2030 la dette totale soit revenue à son niveau de 2019. La politique budgétaire devrait conserver une orientation expansionniste en 2022 et le déficit s'établir à 6.1 % du PIB avant de refluer à 4.2 % en 2023. L'accroissement des recettes fiscales et le prélèvement d'une taxe exceptionnelle sur les entreprises du secteur énergétique ont compensé en partie la hausse des dépenses affectées aux aides liées aux prix de l'énergie et à d'autres mesures de soutien pour atténuer l'impact de la guerre, ainsi que les décaissements non anticipés au titre des obligations indexées sur l'inflation. La dette brute (au sens de Maastricht) devrait atteindre 148.3 % du PIB en 2023. Un examen des dépenses permettra d'identifier les ressources pouvant faire l'objet de nouveaux engagements, notamment une hausse progressive des dépenses militaires d'ici à 2030. Un meilleur ciblage des aides liées aux prix de l'énergie pourrait permettre de réaliser des économies. L'augmentation des écarts de rendement des obligations d'État n'entraînera pas d'alourdissement sensible des charges d'intérêts à court terme, compte tenu de la durée relativement longue de ces titres, mais les risques découlant d'une hausse sensible des taux d'intérêt pourraient être importantes en 2025.

La mise en application de réformes supplémentaires permettra d'adresser un signal important aux acteurs économiques et soutiendra la confiance et la croissance. Les autorités ont mis en place l'allocation unique et universelle pour enfants à charge et adopté de premières modifications des taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques en décembre 2021 pour rehausser le taux d'activité et la consommation. Le plan national pour la reprise et la résilience est en cours de mise en œuvre. L'investissement public a atteint 2.9 % du PIB en 2021 et enregistrera une croissance à deux chiffres en 2022 et 2023. Le gouvernement a affecté près de 6 milliards EUR entre 2022 et 2023 pour contrer l'impact sur les projets d'investissement de la hausse de l'inflation dans le secteur de la construction. Pour autant, des retards ont entravé les objectifs très ambitieux de ce plan d'investissement. Environ 9.5 milliards EUR d'investissements programmés ont été reportés au-delà de 2026, bien qu'ils ne soient pas financés par la Facilité pour la reprise et la résilience.

Un ralentissement dû à la consommation en 2022 sera suivi d'une reprise progressive en 2023

La croissance ralentira en 2022, l'inflation réduisant le pouvoir d'achat des ménages et leur propension à dépenser, avant de se redresser peu à peu en 2023. La croissance devrait s'établir à 2.5 % en 2022 et à 1.2 % en 2023, des effets d'acquis considérables contribuant à hauteur de 2.2 points de pourcentage à l'expansion économique en 2022. Même si la modération des prix de l'énergie devrait réduire l'inflation globale en 2023, l'inflation sous-jacente devrait augmenter en raison des effets durables des perturbations dans les approvisionnements en énergie et les échanges. L'augmentation des prix des produits alimentaires devrait rester forte pendant toute la période considérée. Les revalorisations de salaires ne compenseront pas complètement la hausse du coût de la vie. L'incertitude et le niveau élevé des prix de la construction retarderont quelque peu l'investissement, mais cet effet sera compensé dans une certaine mesure par le renforcement des incitations à l'investissement et la vigueur de l'investissement public. Les frictions commerciales internationales pèseront sur les exportations tout au long de la période considérée, même si la compétitivité de l'économie italienne sera soutenue par la faiblesse de l'euro et la relative modération de l'inflation.

Les risques à la baisse entourant la croissance sont prédominants. Une restriction éventuelle des livraisons de gaz naturel pourrait déboucher sur un nouveau recul de la croissance et une accélération de l'inflation. Une hausse des taux d'intérêt pourrait freiner sensiblement la croissance et par ce biais, entraîner une augmentation de la dette publique en proportion du PIB. Si la croissance ne se redresse pas rapidement, la confiance et la rentabilité des entreprises pourraient s'en trouver dégradées, ce qui entraînerait une multiplication des faillites, une perte de rentabilité des banques et amoindrirait encore l'expansion économique. À l'inverse, les réformes fiscales pourraient avoir un effet plus important sur les finances publiques, permettant un redressement plus rapide que prévu des salaires, de l'emploi et de la confiance des ménages.

Soutenir les entreprises viables et plus respectueuses de l'environnement permettra de renforcer la résilience aux chocs sur le long terme

Pour atténuer les effets d'un conflit prolongé en Ukraine, les pouvoirs publics devraient s'attacher de plus en plus à apporter un soutien temporaire aux personnes les plus vulnérables, plutôt qu'à réduire les prix de l'énergie. Découpler ce soutien de la consommation d'énergie future et supprimer progressivement les subventions préjudiciables à l'environnement contribueraient à accélérer la transition écologique. On renforcerait la sécurité énergétique en favorisant les investissements dans l'efficacité énergétique et les approvisionnements en énergie renouvelable ; des contrats de tarification de l'énergie à long terme pourraient en faciliter la gestion des coûts budgétaires tout en sécurisant les investisseurs. La stratégie d'un assainissement budgétaire mesuré devrait être mise en œuvre pour réduire progressivement le ratio dette/PIB. Le système de protection sociale et la formation devraient être les principaux instruments utilisés pour protéger la main-d'œuvre touchée par les fermetures d'entreprises, en lieu et place de mesures pouvant avoir pour effet malencontreux d'amenuiser la volonté de recruter des employeurs ou d'allonger les procédures de faillite. La mise en œuvre de réformes du régime des faillites et de l'administration publique, parallèlement au passage au numérique de la justice civile, favorisera une reprise plus rapide, plus prévisible et plus résiliente après la dernière crise. En poursuivant la mise en œuvre effective des réformes prévues dans le cadre du plan national pour la reprise et la résilience, les autorités renforceront la croissance et montreront leur détermination politique à contribuer à réduire l'incertitude liée à la guerre.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/62d0ca31-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « Italie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2022 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/df5e0770-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.